

## DEPARTEMENT DE L'AIN – COMMUNE DE NANTUA

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS CONSEIL MUNICIPAL-SEANCE ORDINAIRE du lundi 18 novembre 2024 à 19h

Légalement convoqué le 12 novembre 2024, le Conseil municipal s'est réuni en séance ordinaire le lundi 18 novembre 2024 à 19h, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Jean-Pascal THOMASSET, Maire.

**Présents** : Mmes et MM. Bernard TAVERNIER, Renaud DONZEL, Séverine DEBUS, Olivier ROBIN, Annie COLOMB, Radikah JUMMUN, Jean-Michel LEGRAND, Sylvie CHARDEYRON, Nathalie TISSOT, Eric TRINQUET, Denis COLLET, Christophe BLANC, Suzy CASSAR, Bertrand BONNAMOUR, Brigitte CHEMIN.

Formant la majorité des membres en exercice.

#### **Absents excusés** :

Annick SERRE donne pouvoir à Séverine DEBUS  
Florence GAUTHIER donne pouvoir à Sylvie CHARDEYRON  
Jean-Henri LAURENT donne pouvoir à Christophe BLANC  
Umus PERRONE excusée sans pouvoir

**Absents non excusés** : Nathalie ROMANET, Mhrican AVCI, Thomas GIRARD.

Nombre de membres en exercice : 23

Nombre de membres présents : 16

Nombres de pouvoirs : 3

Nombre de membres votants : 19

DR-2024-73	Approbation plan de gestion de la forêt communale 2025-2044	<b>Rapporteur :</b> Jean-Henri LAURENT
------------	---	---

Le conseil est invité à se prononcer sur le projet de révision de l'aménagement de la forêt communale établi par l'Office National des Forêts en vertu des dispositions de l'article L212-3 du code forestier.

Ce projet a été établi à l'issue de la concertation menée entre les représentants de la commune et les représentants de l'ONF chargés de ce dossier.

Les grandes lignes de ce projet sont :

- ✓ Un ensemble d'analyses sur la forêt et son environnement,
- ✓ La définition des objectifs assignés à cette forêt,
- ✓ Un programme d'actions nécessaires ou souhaitables sur la durée de l'aménagement

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.



## DEPARTEMENT DE L'AIN – COMMUNE DE NANTUA

Chaque année les services de l'ONF proposeront un programme de travaux et un programme de coupes conformes à cet aménagement.

**Cela étant exposé, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, a décidé, A L'UNANIMITE DE SES MEMBRES PRESENTS :**

- **APPROUVER** la révision de l'aménagement de la forêt communale et le programme d'actions associé, pour la période 2025-2044 tel que joint en annexe à la présente délibération.
- **DEMANDER** aux services de l'Etat l'application du 2° de l'article L122-7 du Code forestier pour cet aménagement .

La Secrétaire de Séance,  
Suzy CASSAR

Le Maire,  
Jean-Pascal THOMASSET

  

Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil municipal.

Acte rendu exécutoire après dépôt en Sous-préfecture de Nantua le.....

Publication ou affichage le .....

Jean-Pascal THOMASSET, Maire de Nantua

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.